

<http://ugtg.org/spip.php?article1199>



Haïti : Appel au mouvement ouvrier et démocratique international

- International -



Date de mise en ligne samedi 15 mai 2010

Date de parution 28 mai 2010

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés



Appel au mouvement ouvrier et démocratique international

**OUI A L'AIDE ET A LA SOLIDARITE INTERNATIONALE,
Non à l'occupation militaire d'Haïti et à l'atteinte à sa souveraineté !**

A vous tous, frères et soeurs de la Caraïbe, du continent et des autres pays

Comme vous le savez, Haïti vient de connaître un séisme majeur : plus de 300 000 morts déjà dénombrés, des dizaines de milliers de corps encore sous les décombres, des centaines de milliers de blessés (dont plus de 7000 mille handicapés), des centaines de milliers de familles logées sous des tentes et surtout sous et autour des abris de fortune.

Cette situation se trouve aggravée par le fait que la quasi-totalité des services publics privatisés et/ou démantelés ne peuvent venir en aide à la population. Le Président Préval dans son immobilisme et son incurie tente de dénoncer la confusion créée par l'intervention des ONG mais reste prisonnier de la politique qu'il a cautionnée (ou soutenue) et dont il est complice encore aujourd'hui :

- ▶ occupation du pays depuis 2004 ;
- ▶ surexploitation des travailleurs, en particulier dans les zones franches. Ne l'avons - nous pas vu intervenir directement aux côtés des multinationales et des patrons contre la revendication des syndicats de 200 gourdes de salaire journalier minimum pour imposer 125 gourdes (environs 3 dollars US), au niveau du secteur de la sous-traitance ;
- ▶ poursuite du paiement de la dette externe contractée par les Duvalier et ses successeurs.

Les gouvernements impérialistes, avec leurs larmes de crocodile, en profitent pour renforcer l'occupation d'Haïti. Ainsi avons-nous vu débarquer des dizaines de milliers de militaires, notamment de l'armée des Etats-Unis. N'avons-nous pas entendu les grandes déclarations hypocrites du président français Sarkozy le 17 février à Port au Prince, qui d'un côté affirme octroyer une aide de 345 millions de US\$ et annuler la dette d'Haïti, de l'autre côté publie un décret « *d'aménagement de la dette d'Haïti en date du 5 mars* » et ne dit mot quant aux 21 milliards US\$ extorqués à la jeune république d'Haïti après son accession à l'indépendance.

Haïti : Appel au mouvement ouvrier et démocratique international

Nous affirmons, pour l'avoir constaté lors de la Commission Internationale d'Enquête sur Haïti réunie à Port au Prince du 16 au 20 septembre 2009, que les dégâts, les nombreuses victimes, l'approfondissement de la souffrance, causés aux populations par ce séisme sont la conséquence de manques flagrants d'infrastructures, de l'état de la plupart de ces infrastructures et des logements, du chômage touchant plus de 70% de travailleurs, des salaires de misère (environs 3 US\$ par jour). C'est la conséquence de plans d'ajustement structurels imposés par les institutions internationales.

Cette Commission disait déjà dans la synthèse de ses travaux :

« Il ressort de l'enquête conduite les observations et éléments d'analyses suivants :

- ▶ *une réalité sociale, économique et politique en pleine déliquescence ;*
- ▶ *une montée du mécontentement, expression de la remise en cause de l'intervention militaire de l'ONU... »*

Et proposait :

- ▶ *« Demande d'audience au Secrétaire Général des Nations Unies,*
- ▶ *Demande d'audience au Président des Etats, membres de la MINUSTAH,.. »*

Nous réaffirmons que la situation actuelle d'HAÏTI n'est liée ni à la fatalité, ni à la malédiction mais à la surexploitation, à la soumission imposée par les puissances occidentales, notamment par les USA, au Peuple haïtien et à la nation haïtienne, première république noire au Monde qui a vaincu les troupes de Napoléon 1er.

Nos camarades qui combattent en Haïti, ceux du Comité de suivi notamment formé d'organisations syndicales et populaires, nous réaffirment que « *Haïti n'est en guerre contre personne. Que les 40 gouvernements (42 maintenant avec les gouvernements français et US) qui disposent de régiments d'occupation dont l'entretien coûte plusieurs centaines de millions de US\$ par an, s'ils veulent vraiment aider le peuple haïtien de les remplacer par des pompiers, des techniciens, des ingénieurs, des médecins, ... »*

Ils nous demandent « *de les aider à retrouver les conditions matérielles et logistiques pourqu'ensemble nous puissions poursuivre ce combat. »*

Avec nos frères continuons d'exiger :

- ▶ **l'annulation totale et inconditionnelle de toutes les dettes d'Haïti.**
- ▶ **Le remboursement par la France des 21 milliards US\$ rançonnés à la république haïtienne ;**
- ▶ **Le départ immédiat de toutes les forces d'occupation du pays (MINUSTAH, USA et les autres).**

Pour l'aide et la solidarité ouvrière internationale, pour le droit du peuple haïtien à disposer de lui-même, pour le droit des peuples, à vivre en paix dans des nations souveraines.

FAISONS DU 1er JUIN 2010, DATE DU SIXIEME ANNIVERSAIRE DE L'OCCUPATION D'HAITI PAR LA MINUSTAH, UNE GRANDE JOURNEE DE SOUTIEN ET DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE D'HAITI.

Ce 1er juin nous appelons à l'organisation de conférences de presse, de meetings, de rassemblements et manifestations, de délégations auprès du gouvernement Lula dont l'armée assure le commandement des forces de la MINUSTAH, du Président Obama qui a mis de fait le territoire haïtien sous protectorat. Ce 1er juin appuyons l'envoi d'une délégation à l'ONU avec manifestation devant le siège de l'ONU à New York.

Pour la CIE-H, [1]

Colia Clark
Robert Fabert

Pour le Comité de suivi,
Fignolé St-Cyr
Dukens Raphaël
Guy Numa



Post-Scriptum

NDLR : C'est dans ce cadre que **L'ATPC, Association des Travailleurs et des Peuples de la Caraïbe** dont l'UGTG est membre, organise une rencontre caribéenne le 28 mai 2010 au Palais de la Mutualité de Pointe à Pitre avec des délégués d'Haïti, de Martinique, de la Dominique, de Sainte-Lucie,..

Lire aussi :

[Commission internationale d'enquête sur la situation en Haïti](#)

▶ Publié le 15 octobre 2009

[Solidarité avec le peuple d'Haïti](#)

▶ Publié le 4 septembre 2007

[Déclaration de la 2eme Conférence Caraïbe pour la souveraineté des peuples et l'indépendance des syndicats](#)

▶ Publié le 19 décembre 2005

[1] COMMISSION INTERNATIONALE D'ENQUETE SUR LA SITUATION EN HAITI, CIE-H